

# Questionnaire de la présidence finlandaise aux DGFP

Synthèse des réponses

Ministère finlandais de l'Éducation

7.6.2006

## **1. Analyse et évaluation générales du processus de Copenhague (Question 1.1)**

D'une manière générale, les pays et les partenaires sociaux européens ont une image très positive du processus et de son impact.

On considère que le processus de Copenhague promeut efficacement la visibilité de l'enseignement et de la formation professionnels, ce qui se traduit par une plus grande sensibilité aux questions liées à l'EFP, tant aux niveaux européen que nationaux.

D'abord et avant tout, il est considéré comme un processus politique. Ce processus a eu du succès en ce qu'il a mis en évidence pour les décideurs politiques l'importance du secteur de l'EFP dans le cadre de la stratégie de Lisbonne. « L'EFP a gagné au niveau européen un statut politique qu'elle n'avait pas auparavant ».

Les priorités du processus étaient généralement considérées comme étant en phase avec les développements nationaux. C'est pourquoi il est difficile de mesurer l'impact du processus et de le dissocier des développements nationaux. Quoiqu'il en soit, plusieurs pays ont indiqué que le processus avait renforcé la focalisation nationale sur l'EFP et inspiré des réformes nationales, p. ex. en matière d'assurance qualité. C'est en particulier le cas dans les nouveaux États membres et les pays candidats ayant introduit des changements dans leurs systèmes et pratiques de formation.

Parallèlement à sa dimension politique, l'autre rôle majeur du processus a résidé dans la mise au point d'instruments européens visant notamment à accroître la transparence des compétences et des qualifications et à faciliter la mobilité transnationale. À cet égard, on considère que le processus a ouvert la voie à un marché du travail européen et à un espace européen de l'EFP, parallèlement à l'espace européen de l'enseignement supérieur.

En troisième lieu, le processus a favorisé la coopération européenne. Il a permis aux pays participants d'examiner leurs politiques à la lumière des expériences d'autres pays et a fourni un cadre permettant de partager les idées et les résultats.

La nature « démocratique » ou inclusive du processus, autrement dit la méthode de discussion / consultation utilisée dans le processus, a été soulignée. Ceci a permis d'impliquer les parties prenantes nationales et de les tenir au courant des questions d'actualité. La consultation du cadre européen des qualifications (EQF) a été plusieurs fois mentionnée comme un bon exemple. Cette méthode de travail a soutenu la dimension ascendante du processus et a eu un impact positif sur la coopération entre les différentes parties prenantes. On a perçu que ce type de coopération européenne et nationale pourrait avoir un impact plus large, au-delà du processus proprement dit.

## **2. Difficultés et obstacles perçus (Q1.2)**

Quelques participants au questionnaire ont indiqué le temps requis par le processus et les réformes comme la principale difficulté. On insistait sur le fait que la complexité et la diversité du secteur de l'EFP en Europe suffisaient à elles seules à ralentir l'action, et que le besoin d'engager les parties prenantes au niveau national avait aussi des implications en matière de temps.

Certains participants ont aussi mentionné le manque de ressources humaines dans les administrations nationales – le suivi et la mise en œuvre nécessitent des ressources, notamment pour prendre en compte l'expansion du processus (Maastricht) et le nombre des priorités.

On a déploré le fait que le processus s'est jusqu'à présent déroulé principalement au niveau expert et qu'il continue toujours de présenter excessivement une approche descendante. Il se peut qu'on le perçoive comme moins concret et ayant un profil plus bas que le processus de Bologne et qu'il ne soit pas connu du grand public. On estimait que les individus et les acteurs du monde du travail continuaient d'avoir des difficultés à percevoir les résultats ou les bénéfices concrets du processus. « Un défi à relever à l'avenir sera de mieux sensibiliser les parties prenantes clés au processus. »

Une difficulté supplémentaire évoquée par de nombreux participants concernait la dissémination des résultats et des conséquences. On a proposé de mettre davantage l'accent à l'avenir sur le transfert des résultats aux fournisseurs d'EFP et au monde du travail.

En ce qui concerne les priorités du processus, des inquiétudes ont été exprimées selon lesquelles – alors que l'accent a porté sur les questions liées à la transparence et à la reconnaissance mutuelle – une attention moindre a été accordée à l'image et à l'attrait de la filière professionnelle.

Enfin, il convient de noter que plusieurs pays n'ont aucunement fait état de difficultés ou d'obstacles.

### **3. Le processus de Copenhague dans le cadre du programme de travail Éducation et formation 2010 (Q1.3)**

Les participants ont généralement considéré le fait de relier le processus de Copenhague au programme de travail Éducation et formation 2010 comme très positif. On considère en particulier que ceci a contribué à rendre le processus plus visible au niveau politique.

De plus, ce lien devrait faciliter les synergies et le transfert des expériences avec le processus de Bologne, ce qui était considéré comme important en raison du besoin de garantir une meilleure intégration de l'EFP, l'ES et l'enseignement général dans le contexte de l'apprentissage tout au long de la vie (ATLV). Le groupe d'experts conjoint pour le cadre EQF et la focalisation sur les conséquences de l'apprentissage étaient mentionnés comme un exemple positif de ceci. Un autre exemple est Europass, désormais utilisé aussi bien dans l'EFP que dans l'enseignement supérieur. « Le processus de Copenhague a contribué à rendre distincte l'identité de l'EFP ; Le Communiqué de Maastricht et le programme de travail Éducation et formation 2010 ont ensemble contribué à la création d'un environnement propice au renforcement des liens avec l'enseignement général et supérieur. »

Des inquiétudes ont cependant été exprimées. On a noté qu'il existe peut-être un manque de compréhension du rôle qu'a l'EFP dans la réalisation des objectifs de Lisbonne. On a suggéré qu'il semblait y avoir une « tendance à oublier les caractéristiques spécifiques de l'EFP ». Il a été souligné que des actions spéciales dédiées à l'EFP seont aussi nécessaires à l'avenir, même si les résultats seront utilisés dans le contexte de l'ATLV.

De plus, un commentaire a fait état du fait que le dernier rapport intermédiaire conjoint n'accordait pas une attention suffisante à l'EFP et au processus de Copenhague.

On a demandé la création d'une stratégie européenne cohérente en matière d'éducation et de formation tout au long de la vie, dans laquelle l'EFP initiale et l'EFP permanente joueront un rôle majeur.

#### **4. Objectif principal pour la période 2007-2008 ; Le Communiqué de Helsinki et les Conclusions du Conseil (Q1.4 & Q 1.7)**

Il était proposé que le thème clé du Communiqué de Helsinki et des Conclusions du Conseil l'accompagnant soit de mettre en évidence la contribution vitale de l'EFP à l'Agenda de Lisbonne et au programme de travail Éducation et formation 2010. L'objectif principal devrait par conséquent être de faire passer un message clair selon lequel investir dans les compétences et la formation professionnelle aidera à atteindre l'objectif de Lisbonne d'une croissance économique et d'un emploi plus élevés. Le Communiqué et les Conclusions devraient aider à rehausser le profil de l'EFP au niveau des chefs d'État. « L'EFP est aussi importante que l'ES ».

Pour illustrer ceci, un ensemble d'actions concret et réaliste devra être présenté. Il devra y avoir un nombre limité de priorités, d'éléments livrables concrets et d'objectifs à mettre en œuvre. L'approche devra être holistique et l'interdépendance des différentes initiatives devra être mise en évidence. « Il est important de garantir la transparence des buts et des priorités du processus. »

Le message clair et net des participants était qu'il est important de rester focalisé sur les priorités actuelles. L'action à venir doit d'abord et avant tout se concentrer sur la poursuite du développement du cadre EQF, du système ECVET et d'assurance qualité et sur la garantie de leur mise en œuvre aux niveaux européen et national.

Parmi les autres priorités d'actualité, il a été proposé d'insister par ex. sur :

- les investissements dans l'EFP et le financement de celle-ci
- l'attrait et l'image de l'EFP
- une meilleure gouvernance des systèmes d'EFP
- le développement de statistiques pour l'EFP et la création d'un cadre pour l'étalonnage et les indicateurs stratégiques.

Plusieurs participants ont souligné le besoin d'une évaluation et d'une collecte plus actives des résultats, des expériences et du savoir-faire, et aussi de leur partage, p. ex. via des évaluations par les pairs. Le besoin d'une approche systématique a été proposé, avec des rôles clairement définis aux niveaux européen, national et institutionnel.

Plusieurs participants ont proposé que la séparation des priorités de niveau national et européen introduite à Maastricht soit préservée.

#### **5. Priorités au niveau européen (Q2.1 & Q2.2)**

Toutes les réponses ont suggéré que l'accent au niveau européen devait porter sur la poursuite du développement et sur l'essai des initiatives déjà démarrées.

En ce qui concerne les priorités futures, la plupart ont parlé de développer, tester et mettre en œuvre le cadre EQF et d'y relier les systèmes de qualifications nationaux. Le développement et le test du système ECVET constitue une autre priorité clé. L'objectif principal au cours des deux prochaines années sera de veiller à ce que ces instruments fonctionnent comme prévu et de commencer leur mise en œuvre, y compris au niveau national.

Une priorité supplémentaire, liée à l'introduction du cadre EQF sera la mise en œuvre d'un cadre commun pour l'assurance qualité (CQAF) au travers du réseau européen pour l'assurance qualité.

Il faudrait également veiller à la mise en œuvre à grande échelle d'EUROPASS. Une évaluation d'Europass a été proposée pour soutenir son développement ultérieur.

Il a été souligné que le développement de ces instruments devait s'effectuer en mettant en évidence leur contribution à la stratégie de Lisbonne et au renforcement du marché européen du travail. De même, le lien avec l'enseignement supérieur et le processus de Bologne doit être assuré (p.ex. ECVET-ECTS et garantir que les compétences de l'EFP et de l'ES sont comparables dans le cadre EQF). L'accent doit continuer d'être mis sur le développement et la mise en œuvre au niveau sectoriel.

Plusieurs participants ont demandé que des efforts plus importants soient déployés pour créer un cadre statistique et des indicateurs communs. Ceci est considéré comme nécessaire pour soutenir le processus et permettre aux progrès d'être mesurés (ce qui conduit à une « politique de formation fondée sur les résultats »). Ces efforts devront reposer le plus possible sur des données existantes et sur la coopération avec d'autres organisations telles que l'OCDE. Afin de soutenir les efforts futurs, le besoin d'informations supplémentaires sur les investissements dans l'EFP et sur son financement a été suggéré. Des enquêtes transnationales devraient contribuer à une meilleure compréhension des différents principes de financement et des pratiques associées.

Il convient de noter qu'il n'y avait pratiquement aucune référence à la formation des enseignants et des formateurs comme priorité de niveau européen. Un partage plus actif entre les pays des expériences liées à la formation des enseignants et des formateurs a toutefois été proposé.

## **6. Priorités au niveau national ; leur pertinence et propositions de priorités pour 2007-2008 (Q3.1, 3.2 et 3.3)**

Les priorités de niveau national qui ont été convenues à Maastricht étaient considérées comme très pertinentes par rapport aux contextes nationaux. Il existe une forte corrélation entre les priorités du processus et le développement de la politique nationale en matière d'EFP. La pertinence des priorités individuelles varie naturellement, selon les paramètres nationaux.

Comme avec les priorités de niveau européen, la plupart des pays considéraient que les priorités existantes sont toujours pertinentes et proposaient de n'introduire aucune priorité nouvelle durant la période de deux ans suivante.

On a notamment souligné qu'il fallait davantage de temps pour la mise en œuvre des instruments et cadres européens communs au niveau national, p. ex. le système ECVET, le cadre CQAF et en particulier le cadre EQF et son lien avec les qualifications nationales. On a aussi proposé d'accorder davantage d'attention à la mise en œuvre des accords politiques tels que celui sur la validation de l'apprentissage non-formel et informel.

Plusieurs personnes ont toutefois suggéré que les priorités de niveau national devaient être davantage focalisées et qu'il devait y avoir des objectifs plus clairs. On a en particulier proposé d'accorder davantage d'attention à une meilleure gouvernance au sein des États membres dans la mise en œuvre de l'agenda en matière d'EFP et pour utiliser plus efficacement les ressources financières. Dans ce contexte, il faudrait aussi mettre davantage l'accent sur le développement institutionnel et sur l'intensification de la coopération avec le monde du travail. On a en outre

proposé de déployer davantage d'efforts pour accroître l'attrait et l'image de l'EFP et pour la promouvoir au sein des entreprises, des élèves et des parents.

Toutes les priorités devraient être considérées dans le contexte plus large de l'apprentissage tout au long de la vie, avec l'objectif général d'assurer l'accès à la formation aux différents groupes d'apprenants, en particulier des apprenants adultes.

## **7. Mécanismes de mise en œuvre (Q4.1)**

La plupart des participants considéraient que les mécanismes actuels sont suffisants et que de nouveaux mécanismes ne sont pas nécessaires.

Cependant, un message qui a clairement émergé était qu'il fallait mettre davantage l'accent sur le partage de l'information, l'échange des bonnes pratiques et des expériences et sur la dissémination des conséquences. Le processus doit être capable de montrer des réalisations concrètes pour soutenir la mise en œuvre et le transfert des résultats.

La Commission était invitée à modérer les réseaux et à échanger les bonnes pratiques et les expériences. On a proposé de poursuivre le développement des évaluations par les pairs et de les utiliser d'une manière décentralisée pour que les pays puissent en tirer efficacement des enseignements. Les visites d'étude de Cedefop pourraient soutenir le processus davantage encore qu'aujourd'hui.

De nombreux participants ont rappelé que le soutien de l'UE serait nécessaire pour les tests et la mise en œuvre, en particulier par le biais du financement de projets pilotes. Le nouveau programme d'ATLV a été considéré comme crucial dans le soutien de la mise en œuvre au niveau européen des priorités et des tests s'y rapportant. Au niveau national, le développement et la mise en œuvre devraient être activement soutenues par le FSE et le FEDER.

On a suggéré de fournir des informations supplémentaires sur le processus et ses résultats aux parties prenantes – fournisseurs d'EFP et monde du travail.

## **8. Reporting (Q4.1)**

Le reporting actuel était dans une large mesure considéré comme adéquat. Il serait possible d'accroître encore la focalisation et la rationalisation des rapports du processus de Copenhague et du programme de travail Éducation et formation 2010 afin de réduire le volume du reporting, mais dans l'ensemble la prudence était recommandée, en évitant tous changements majeurs.

On a insisté sur le fait que l'EFP devait davantage être mise en relief dans le reporting de 2010 ; on a aussi mis l'accent sur le fait qu'en ce qui concerne les rapports futurs, le défi serait d'identifier les conséquences clés et les éléments livrables concrets pouvant faire l'objet de rapports au Conseil de l'Europe pour rehausser le profil de l'EFP. Des objectifs plus clairs, p. ex. le recours à des indicateurs moins nombreux et plus stratégiques, soutiendraient le processus et son reporting et rendraient les résultats plus visibles.

## **9. Engagement des fournisseurs d'EFP (Q4.2 et Q4.3)**

Il existe un consensus général selon lequel l'implication des fournisseurs d'EFP est cruciale pour la réussite du processus. Les pays ont utilisé divers moyens pour informer les fournisseurs, par exemple des séminaires et des conférences (les conférences de lancement Europass ont notamment été mentionnées), des bulletins et des sites Internet. Plusieurs participants ont indiqué que les parties prenantes ont été impliquées dans les processus de consultation (en particulier EQF) et quelques pays ont mentionné l'utilisation des réseaux nationaux pour soutenir le processus.

Une bonne pratique citée par un pays faisait référence à la publication du processus et de ses conséquences dans des publications nationales.

On a considéré que l'implication des fournisseurs d'EFP se produisait en phases. Quelques participants ont proposé que les fournisseurs d'EFP soient davantage impliqués qu'actuellement, tandis que certains mettaient en garde qu'il était peut être trop tôt pour les impliquer activement au stade actuel du processus.

Lors des années à venir, un besoin net a été identifié d'impliquer un grand nombre de fournisseurs d'EFP dans les tests des instruments émergeant du processus de développement des politiques, p. ex. dans le cadre du programme d'ATLV, du FSE et des actions nationales. L'approche sectorielle était considérée comme un bon mécanisme pour impliquer les fournisseurs et les autres parties prenantes.

On a souligné que la majorité des fournisseurs d'EFP ne seront impliqués que lorsque les instruments et les outils entreront en application aux niveaux nationaux et régionaux. Pour garantir une utilisation généralisée, les instruments devront par conséquent être transparents : interconnectés et conviviaux. On a proposé que les fournisseurs soient en mesure d'influer sur le développement dès la phase de développement des concepts. Les consultations européennes et les dialogues nationaux fourniront un forum à cet effet. On a proposé que cette participation soit renforcée, p. ex. en invitant déjà des représentants des fournisseurs d'EFP dans les groupes de travail et les phases de réunion.

Enfin, on a rappelé que l'implication des fournisseurs d'EFP relevait principalement de la responsabilité nationale.

Une proposition a aussi été faite pour impliquer les élèves et leurs organisations dans cette action.

## **10. Coopération avec les pays tiers (Q1.6)**

L'échange d'informations et d'expertise avec des pays tiers a été des plus bienvenus. On a insisté sur le fait qu'il est important de s'assurer que les pays tiers sont conscients des objectifs européens. En particulier, les conséquences du processus ont été jugées utiles pour les pays voisins, tels que les pays adhérents, les Balkans de l'Ouest et les pays du sud de la Méditerranée. On a insisté sur le rôle de l'ETF dans cette action.

Il a cependant aussi été recommandé de faire preuve de prudence. Le point de vue prévalant généralement était qu'il serait trop tôt pour ouvrir le processus avant la mise en œuvre des différents instruments, p. ex. le système ECVET. À court terme, le processus devra donc tout d'abord être consolidé par les pays participant actuellement, « un élargissement trop rapide ne ferait qu'entraver l'ensemble du processus ». On a suggéré que l'approche à ce stade devra consister davantage en un échange d'informations, p. ex. par le biais des évaluations par les pairs.

D'autre part – étant donnée la diversité des systèmes européens d'EFP – une fois convenus, les outils et les instruments fonctionneront sans doute aussi dans les autres pays. Malgré cela, on a souligné que le recours à des instruments communs tels que le cadre EQF par des pays tiers devrait reposer sur la confiance mutuelle, en étant p. ex. conforté par des mécanismes d'assurance qualité.

Une autre vue exprimée par de nombreux participants était que la coopération avec l'OCDE et les économies très performantes telles que l'Australie et la Nouvelle-Zélande, ou les États-Unis et le Japon, devrait dès maintenant apporter de la valeur ajoutée dans le processus. Le recueil d'expériences en provenance d'autres pays comparables serait enrichissant et pourrait dès maintenant introduire des informations et des points de vue nouveaux dans le processus.

## 11. Objectif au-delà de 2010 (Q1.5)

La mondialisation et les marchés émergents continueront d'être les enjeux futurs majeurs pour l'EFP et le processus de Copenhague. Une EFP de haute qualité et l'élévation continue du niveau des talents et des compétences revêtent une importance cruciale pour assurer la compétitivité de l'économie et de la main d'œuvre européennes. Des efforts plus importants devront être déployés pour explorer les compétences futures requises sur le marché du travail et, dans le même temps, la création de nouveaux emplois et de nouvelles formes de travail en Europe devra être soutenue, tout en entretenant les domaines de compétences traditionnels.

On a proposé de prêter une attention toute particulière au financement de l'EFP initiale/continue et les investissements dans celles-ci, en incluant les responsabilités partagées des secteurs public et privé. On a suggéré que des étalons spécifiques soient introduits, p. ex. en matière de participation à l'EFP / l'éducation des adultes et d'investissements dans l'EFP.

Plusieurs réponses proposent que la réduction des barrières et le renforcement des interfaces entre les différents niveaux et formes d'éducation et de formation (enseignement général – EFP ; EFP – ES) restent une priorité clé à l'avenir. Ceci devra intervenir dans le cadre d'une stratégie cohérente en matière d'ATLV.

Les autres propositions spécifiques portant notamment sur :

- la recherche en matière d'EFP ;
- un accent plus prononcé sur la formation commerciale ;
- une « carte d'élève » européenne (similaire à la carte d'étudiant européenne) ;
- des périodes plus longues de mobilité pour les stagiaires et les structures de soutien nécessaires.

Plusieurs personnes ont demandé une évaluation du processus et de ces conséquences avant de définir des priorités concrètes pour la période au-delà de 2010. On a aussi souligné que les objectifs actuels ne perdront pas de leur pertinence d'ici à 2010. La mise en œuvre complète des outils actuellement en développement, p. ex. le cadre EQF et le système ECVET, devrait se prolonger sur de nombreuses années. De même, la coopération en matière d'assurance qualité prendra du temps. On a demandé de faire preuve de persévérance et d'une optique à long terme afin d'atteindre les objectifs.